

## Contre le simulacre de dialogue social en centrale !

**SUD centrale Solidaires** dénonce le simulacre de dialogue social organisé en centrale. Tous les ans, les organisations syndicales sont invitées à participer à des réunions de « groupes de travail » (GT) du Comité technique d'administration centrale (CTAC).

Certains de ces GT servent effectivement à faire avancer les dossiers. D'autres ne semblent être organisés que pour faire valider des décisions déjà prises, voire pour amuser la galerie et « occuper » les syndicats.

Trop, c'est trop. Voici, ci-dessous, le texte du mail que **SUD Centrale Solidaires** vient d'adresser à l'administration pour expliquer son absence aux GT des 29 et 30 novembre.

Nous vous remercions pour la communication de ces documents forts instructifs...

Mais nous sommes plus que perplexes devant l'ordre du jour de ce GT consacré à la mise en œuvre du RIFSEEP pour la filière technique.

**SUD Centrale Solidaires** considère que les décisions ont déjà été prises et que ce dossier est déjà bouclé.

En effet, le point 3 de l'ordre du jour du CTM du 9 décembre est consacré à l'examen d'un « *projet d'arrêté portant dérogation au contingent mensuel du nombre d'heures supplémentaires prévu à l'article 6 du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 pour certains personnels des ministères économiques et financier* », arrêté donnant corps aux décisions déjà prises quant aux personnels techniques...

Dans ces conditions, nous ne voyons pas vraiment à quoi sert ce groupe de travail. Et, par voie de conséquence, nous n'y participerons pas.

Si nécessaire, le CTM nous donnera l'occasion de revenir sur ce sujet.

**SUD Centrale Solidaires** a déjà refusé de participer au GT QVT (« qualité de vie au travail ») et à l'examen/harmonisation des « chartes du temps ».

L'utilité de ce GT ne nous semble pas avérée, d'autant que les chartes du temps ne sont pas toujours appliquées et que la qualité de vie au travail des agents continue de se dégrader sans cesse.

Nous y reviendrons au CTAC du 16 décembre.

De manière plus générale, nous nous refuserons de participer à ces GT d'information descendante (« *dialogue social occupationnel* ») et réserverons nos interventions aux séances institutionnelles du CTAC.

**Ensemble, exigeons d'être écoutés et respectés.**

**Ensemble exigeons un véritable dialogue social en centrale.**